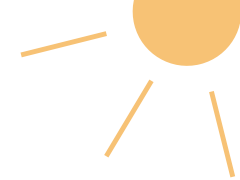


# Communiqué pour la réforme des subventions aux énergies fossiles

## Le communiqué pour la réforme des subventions aux combustibles fossiles

- En avril 2015, les *Amis de la réforme des subventions aux énergies fossiles* ont publié un communiqué dans lequel ils encouragent la communauté internationale à redoubler d'efforts pour éliminer les subventions aux énergies fossiles, en vue de contribuer activement à l'atténuation des changements climatiques.
- Le communiqué a reçu un soutien appuyé et croissant tout au long de l'année et a été présenté aux dirigeants mondiaux durant la CdP-21 à Paris, en novembre 2015. À la fin de la conférence, le communiqué avait déjà reçu le soutien de 40 pays et de centaines d'entreprises et organisations apportant ainsi une contribution bienvenue au nouvel accord mondial sur le climat.
- Il est encore et toujours possible d'ajouter son pays, son entreprise ou son organisation à cette liste. Le communiqué constitue en effet un point de ralliement pour poursuivre les efforts au niveau international.
- En marquant officiellement leur soutien au communiqué, les pays, entreprises ou organisations reconnaissent l'importance capitale de la réforme des subventions aux énergies fossiles (RSÉF) pour l'atténuation des changements climatiques, ainsi que ses nombreux avantages économiques, sociaux et environnementaux. Elle contribue en effet à réaliser les objectifs historiques de l'Accord de Paris dans la mesure où la RSÉF permet de rediriger les flux financiers vers un avenir sobre en carbone qui permettra un développement résilient face aux changements climatiques.
- Le communiqué encourage la communauté internationale à mettre en œuvre une réforme du subventionnement qui tienne compte des trois principes suivants : 1) transparence accrue des subventions aux énergies fossiles, 2) réforme ambitieuse et 3) aide ciblée pour les plus démunis.
- L'annexe du communiqué, disponible en ligne sur le site [www.fffsr.org](http://www.fffsr.org), fournit une plateforme visible sur laquelle les pays, entreprises et organisations peuvent afficher leurs progrès en matière de RSÉF à l'échelle nationale ou internationale.
- Le communiqué est une déclaration politique qui n'est juridiquement pas contraignante.
- La procédure à suivre : une confirmation officielle de soutien au communiqué peut être adressée par voie diplomatique à tout membre des *Amis de la réforme des subventions aux énergies fossiles*. Il est également possible de s'inscrire directement sur le site web des Amis de la réforme des subventions aux énergies fossiles. Les nouveaux adhérents au communiqué sont alors ajoutés à la liste publiée sur le site web [www.fffsr.org](http://www.fffsr.org). Si votre pays souhaite que sa contribution à la RSÉF et/ou sa position officielle apparaissent expressément dans l'annexe du communiqué, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire parvenir le texte ou la citation à l'Institut International du Développement Durable, qui, au nom du groupe des *Amis*, se chargera de faire figurer cette information dans l'annexe du communiqué (prière d'écrire à Lasse Christensen à l'adresse suivante : [ltchristensen@iisd.org](mailto:ltchristensen@iisd.org)).
- Le communiqué, ainsi que la liste des adhérents, est disponible en cliquant sur ce lien : <http://www.fffsr.org>.
- Parmi les gouvernements qui soutiennent le communiqué figurent par exemple l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, le Ghana, la Malaisie, le Maroc, le Mexique, l'Ouganda, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, le Royaume-Uni et les Samoa.
- Le communiqué a, par ailleurs, reçu le soutien d'importantes organisations internationales, comme l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale. Le communiqué bénéficie également du soutien du *Prince of Wales's Corporate Leaders Group*, ainsi que d'autres groupements d'affaires travaillant avec des milliers de sociétés et investisseurs, tels que *The B Team*, le *World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)* et la coalition *We Mean Business*.





## Les Amis de la réforme des subventions aux combustibles fossiles

- Groupe informel fondé en juin 2010, les *Amis de la réforme des subventions aux énergies fossiles* est composé de pays non membres du G-20, dont l'objectif est de parvenir à un consensus politique autour de l'importance de la réforme des subventions aux énergies fossiles. Le groupe des *Amis* rassemble actuellement le Costa Rica, le Danemark, l'Éthiopie, la Finlande, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Suisse et l'Uruguay.
- À l'échelle internationale, les *Amis* œuvrent au sein de forums comme le G-20, la Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP), l'OCDE, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et l'Agenda des Nations Unies pour le développement durable. Ils ont pour objectif de promouvoir les avantages d'une telle réforme et de diffuser des informations et outils à même de faciliter les réformes dans les pays concernés.
- Les *Amis* sont bien conscients des défis politiques, sociaux et économiques que suscite l'élimination des subventions aux énergies fossiles. Ils reconnaissent qu'une telle réforme ne peut être menée à bien du jour au lendemain. Les *Amis* sont aussi conscients de l'importance de prendre en compte les groupes les plus vulnérables et leurs besoins spécifiques.
- Les *Amis* ont organisé de nombreux colloques visant à permettre aux pays de partager leurs expériences acquises dans la mise en œuvre des réformes de politique énergétique. Des responsables politiques provenant de nombreux pays, comme le Mexique, l'Indonésie, l'Éthiopie, le Costa Rica, l'Égypte, le Honduras, l'Ukraine, la Jordanie ou encore l'Angola ont pris la parole lors de ces colloques. Des représentants de la Banque asiatique de développement, de la Banque mondiale, de la CEAP, de l'OCDE, de l'AIE, du Fonds monétaire international, de l'Initiative mondiale sur les subventions de l'IIDD, ainsi que du *Prince of Wales's Corporate Leaders Group* y ont également participé.

## Les enjeux

### Économique

- L'ampleur des subventions aux énergies fossiles est impressionnante. L'AIE estime que les seules subventions à la consommation s'élèvent annuellement (2014) à 493 milliards de \$ américains. Il s'agit d'environ quatre fois la somme consacrée par les pays de l'OCDE en 2013 (135 milliards de \$ américains) à l'aide publique au développement ou près de quatre fois le montant investi par les gouvernements pour développer les énergies renouvelables (135 milliards de \$ américains).
- Les producteurs d'énergies fossiles bénéficient également de subventions sous forme d'allègements fiscaux ou d'autres mesures incitatives. À l'échelle internationale, on estime ces subventions à environ 100 milliards de \$ américains par an.

- Dans certains pays, les subventions aux énergies fossiles mobilisent une part importante des fonds publics (en 2011, les subventions à la consommation représentaient de 5 à 30% des dépenses publiques de certains pays de l'Asie du Sud-est). Il arrive même que les dépenses induites par les subventions aux énergies fossiles soient plus importantes que les dépenses publiques destinées à la santé ou à l'éducation. L'élimination de telles subventions permettrait des économies, qui pourraient être investies dans la santé, l'éducation ou la finance climatique.
- En induisant des prix à la consommation artificiellement bas, les subventions aux énergies fossiles encouragent en outre le gaspillage. Elles freinent le développement des énergies renouvelables et absorbent des ressources publiques limitées qui pourraient être mieux investies pour d'autres objectifs du développement durable.

### Environnemental

- La RSÉF constitue le chaînon manquant dans la lutte contre les changements climatiques. L'élimination des subventions aux énergies fossiles contribuerait de manière significative à l'objectif de maintenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Cette élimination participerait également aux efforts en vue de limiter l'élévation des températures à 1,5 °C.
- En effet, des études ont démontré que l'élimination des subventions aux énergies fossiles pourrait entraîner une réduction de 8% des émissions à effet de serre d'ici 2050<sup>1</sup>. De plus, en taxant simultanément et de manière adéquate les énergies fossiles (sur la base des coûts induits pour la société par la pollution atmosphérique, les émissions de gaz carbonique et les accidents), l'élimination des subventions aux énergies fossiles pourrait entraîner une réduction de 23% des émissions mondiales de dioxyde de carbone<sup>2</sup>.

### Social

- Les subventions ont souvent un impact socialement régressif dans la mesure où elles tendent à favoriser les consommateurs aisés. En 2010, les quatre quintiles supérieurs de la population ont bénéficié de 92% des subventions octroyées à l'essence, en contradiction des objectifs fixés par les gouvernements<sup>3</sup>. Une réduction des subventions libérerait des ressources pour des dépenses sociales mieux ciblées.

<sup>1</sup> Burniaux, J. & Chateau, J. (2014). *Greenhouse gases mitigation potential and economic efficiency of phasing-out fossil fuel subsidies*. International Economics, 140, 71–88. [En ligne] <http://dx.doi.org/10.1016/j.inteco.2014.05.002>.

<sup>2</sup> IMF. (2014). *Getting energy prices right: From principle to practice*. [En ligne] <http://www.elibrary.imf.org/view/IMF071/21171-9781484388570/21171-9781484388570/21171-9781484388570.xml?rskey=kHyJS5&result=1&highlight=true>

<sup>3</sup> Arze DelGranada, J., Coady, C., & Gillingham, R., (2010). *The unequal benefits of fuel subsidies: A review of evidence for developing countries*. Paris: IMF. [En ligne] <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2010/wp10202.pdf>